communiste français. L'ironie, la tragédie, c'est que ce soit M. Yvon Delbos qui ait été salué par ce chant.

Combien avait raison Liebknecht de dire que notre lutte doit être dirigée d'abord et surtout contre nos propres exploiteurs. C'est bien là qu'est en effet le véritable internationalisme prolétarien conséquent, et nous trahissons cette solidarité chaque fois que nous composons avec les forces capitalistes ou chaque fois que nous décrétons la « pause » dans notre lutte, qui doit demeurer incessante.

Somme toute, l'attitude de la Majorité, comme aussi celle de la *Bataille Socialiste*, forme un tout harmonieux, mais combien dangereux parce que rempli d'erreurs et d'illusions ! Leur attitude commune, faite de faiblesses, de tiédeur et de concessions vis-à-vis de l'ennemi de classe, s'explique maintenant et se justifie par la position qu'ils prennent vis-à-vis de leur « pays », de son « prestige » et du rôle important qu'ils accordent à la diplomatie nationale et internationale. La faiblesse de leur action à l'intérieur est la conséquence de l'ignorance où ils sont ou de la volonté d'ignorance qu'ils ont du véritable rôle de la classe ouvrière, c'est-à-dire des prolétaires, des soldats et des paysans, dont l'action peut peser sur les événements nationaux et internationaux autrement que les conversations, conventions ou accords diplomatiques. « Les ouvriers ont renversé la monarchie tzariste parce qu'ils ont compris que les classes laborieuses doivent, afin de combattre pour la *paix*, le *pain* et la *liberté*, *s'organiser*, serrer les rangs, s'unir à l'*écart* des capitalistes et *contre eux*. » Vis-à-vis des partis bourgeois de gauche, la formule de Marx, proposée comme guide à la Ire Internationale, doit devenir la nôtre : « Marcher séparément, frapper à l'unisson. »

La direction actuelle de notre Parti, et en particulier son secrétaire général dont l'action pendant la guerre est dans toutes les mémoires, « ont promis d'être marxistes à l'époque de graves conflits et de catastrophes qu'ils étaient forcés de prévoir et de définir fort nettement ». Maintenant, quand il est absolument hors de doute que cette époque est arrivée, la direction actuelle du Parti se borne à promettre d'être marxiste dans une époque future, qui n'arrivera peut-être jamais. En un mot, elle promettra toujours tant qu'on voudra d'être marxiste à une autre époque, mais pas à présent, pas dans les conditions actuelles, pas dans l'époque où nous vivons!

C'en est assez, ont à dire les militants, nous ne voulons plus « du marxisme à crédit, du marxisme en promesses, du marxisme de lendemain, une théorie petite-bourgeoise et opportuniste ». Ce que nous voulons, c'est tout de suite que nous le voulons, parce que tout, autour de nous, conduit vers les solutions socialistes, mais il y faut maintenant la volonté.

René KRIHIFF.

« ... Il arrivait neuf et nanti par l'opinion d'une véritable dictature morale. Sa force tenait à une sorte de conjonction des événements; mais elle tenait aussi à son renom, et son renom était de ne faire entrer en compte nul intérêt particulier, nul préjugé, nulle routine...

« Cependant, la routine a prévalu, l'habitude fut la plus forte. » Léon BLUM.

La Réforme gouvernementale, chez Grasset.)

Motion pour le Congrès Extraordinaire

du 23 Janvier 1938

et pour le Conseil National du 13 Février 1938

La situation du Parti

Placé devant des circonstances politiques et économiques exceptionnellement graves pour son avenir, inséparable de l'avenir du prolétariat, le Parti socialiste est décidé à trouver en lui-même, dans sa doctrine et dans « sa tactique éprouvée et glorieuse basée sur la lutte de classes », les éléments de son salut.

CRISE ECONOMIQUE ET CHOMAGE

Les faiblesses du premier gouvernement de Front populaire, les capitulations du second dans la lutte contre les trusts ont permis à ceux-ci de rétablir et d'augmenter la marge de leurs profits, de faire retomber sur les épaules des travailleurs le poids des lois sociales et les conséquences de la crise du régime.

Après la pause est venue la contre-attaque patronale :

Hausse verticale des prix, qui compense aujourd'hui l'amélioration du niveau de vie arrachée par la classe ouvrière en juin 1936; augmentation incessante des taxes, impôts, transports, loyers ; atteinte à la loi de quarante heures à la faveur de l'enquête hypocrite sur la production ; aggravation des charges militaires, déflation caractérisée, chantage permanent des capitaux expatriés, déséquilibre permanent du budget, qu'on utilise hypocritement pour repousser les légitimes revendications des fonctionnaires, des auxiliaires, des chômeurs, des petits commerçants, tandis que rien n'est refusé aux œuvres de mort, tels sont les principaux traits d'une situation qui peut se résumer ainsi :

Augmentation de la puissance capitaliste préparant audacieusement son coup d'Etat (complot), et aggravation de la misère et de l'inquiétude pour les masses laborieuses.

Dans ces conditions, le Parti condamne énergiquement toute attitude de compromis avec un système économique en pleine faillite ; il s'appuiera directement sur les masses travailleuses dont il est l'expression politique.

Il désavoue donc formellement toute attitude impliquant une solidarité quelconque du Parti avec les méthodes de répression à l'égard des ouvriers en grève ou des peuples coloniaux. Fidèle à sa Charte constitutive et à sa mission historique, il entend se dresser de toutes ses forces « contre toute espèce d'injustice, d'asservissement et d'exploitation ».

CRISE SOCIALE ET INTERNATIONALE

La crise économique et financière qui secoue le régime s'étend à l'échelle du monde : extension de la lèpre fasciste rongeant successivement toutes les démocraties bourgeoises incapables de résoudre leurs antagonismes de classes, exaspération des conflits impérialistes et guerre générale menaçante, tels sont les périls suspendus au-dessus du prolétariat.

Le Parti socialiste y fera face avec les mêmes méthodes : condamnation de toute collaboration de classes et en particulier des hypocrisies diplomatiques qui placent le Quai d'Orsay à la remorque de la Cité de Londres sous prétexte d'une sécurité collective mensongère ; condamnation par conséquent de la politique des deux blocs qui dissimule une âpre lutte pour la possession des sources de matières premières et de marchés. Condamnation enfin de la politique dite de non-intervention à l'égard des travailleurs espagnols, conformément aux décisions unanimes du Parti non encore appliquées par les délégués du Parti au gouvernement.

Recherche systématique de « l'action et de l'entente internationale des travailleurs ». Boycottage des matières premières nécessaires à la guerre ; lutte contre le militarisme, les deux ans et la préparation de l'Union sacrée... En un mot, il faut faire sauter les dictatures fascistes extérieures en détruisant les bases sociales du fascisme en France par la conquête du pouvoir.

SOLUTIONS SOCIALISTES

Aucun des objectifs que se proposait le Front populaire ne pourra être atteint si la lutte n'est pas engagée à fond à bref délai contre les trusts : la nationalisation des industries-clés, des banques, des grandes entreprises, le contrôle des changes, le monopole du commerce extérieur sont les conditions indispensables au sauvetage des millions de victimes de la crise du régime : paysans, artisans, commerçants, chômeurs, vieux travailleurs, fonctionnaires, auxiliaires, jeunes gens sans emploi...

Le Parti socialiste engagera donc dans ce but la lutte la plus acharnée : il dénoncera sans hésiter toute organisation ou toute manœuvre ménageant les oligarchies économiques et financières.

Il apportera aux peuples coloniaux les libertés démocratiques et les améliorations économiques déjà promises et trop longtemps attendues.

Pour traduire ces volontés et conduire les travailleurs à la victoire, le Parti socialiste retirera ses ministres d'un gouvernement où leur collaboration devient impossible. Ce retrait aura déjà par lui-même un effet salutaire pour le Parti en dégageant sa responsabilité d'une politique contraire à celle qu'il a réclamée. Seul, il permettra, par l'appel aux organisations ouvrières, la constitution d'un gouvernement de Front populaire de combat appuyé directement sur le mouvement des masses laborieuses décidées à vaincre le capitalisme fauteur de fascisme et de guerre.

◆ ◆ ◆

Les tâches de la Fédération de la Seine

Pour que la Fédération de la Seine puisse jouer un rôle décisif dans la période de lutte qui s'ouvre, le Congrès fédéral extraordinaire décide les mesures suivantes :

1. **Un renforcement des organismes de sécurité destinés, en accord avec les organisations syndicales, à briser toute tentative de putsch fasciste ;**
2. **Un redressement du mouvement des amicales socialistes, en liaison étroite avec la Fédération et les sections (voir motion spéciale) ;**
3. **Une amélioration des liaisons entre les secrétaires de sections et le Bureau fédéral (bulletins de presse, conférences de secrétaires, école du militant...) ;**
4. **Une amélioration des techniques et des moyens d'agitation dans les périodes d'activité de la classe ouvrière (journal de masse, feuilles d'usine, cinéma, etc... ;**
5. **La création d'un réseau d'institutions destiné à porter la propagande socialiste dans tous les milieux : groupes ethniques, groupes politiques d'immigrés, travailleurs coloniaux, etc... ;**
6. **Solidarité avec toutes les victimes prolétariennes des oppressions et des iniquités qui accompagnent tous les processus de contre-révolution ;**
7. **Politique active et initiatives systématiques en faveur du Front unique, basé sur des objectifs concrets tels que les réformes de structure sans lesquelles la lutte contre la vie chère serait inopérante; la régie directe des transports, de l'énergie électrique et du gaz, la réforme administrative du département : LA DISSOLUTION DU CONSEIL MUNICIPAL, etc...; un des résultats de ce front unique ne saurait manquer d'être une clarification idéologique indispensable à l'égard du P. C.; la Fédération socialiste de la Seine mènera, en tout état de cause, avec le maximum d'énergie la lutte pour faire aboutir ces mots d'ordre;**
8. **Protection et développement des statuts démocratiques du Parti : exercice des droits des minorités quelles qu'elles soient ; documentation scrupuleuse des militants par des séances d'information suivies de débats. Culture systématique des techniques de liberté au sein du Parti et dans les rapports du Parti avec la classe ouvrière ;**
9. **Solidarité effective avec toutes les catégories de travailleurs en lutte contre leurs exploiteurs et avec toutes leurs techniques de lutte.**

La Fédération socialiste de la Seine, loin d'opposer son action aux décisions du Parti, délibérées dans ses assemblées régulières, s'attachera à les traduire fidèlement DANS LES FAITS ; elle les popularisera, les transformera par une propagande incessante en idées-forces, pour que les masses ouvrières s'en emparent et les imposent.

Motion sur les Amicales Socialistes d'Entreprise

Le Congrès fédéral

Constate avec satisfaction le développement pris dans la Seine par les Amicales socialistes d'entreprise et fait appel à leurs milliers d'adhérents pour que, de sympathisants, *ils deviennent des* militants *socialistes, en rejoignant les sections du Parti, dont les portes leur sont grandes ouvertes;*

Enregistre que les amicales sont organisées sur la base non pas nationale, mais FÉDÉRALE *(règlement adopté par la C.A.P., le 20 octobre), s'étonne en conséquence de la nomination, par la même C.A.P., de permanents* nationaux *des Amicales, et affirme la volonté de la Fédération de ne se dessaisir d'aucune de ses attributions en ce qui concerne le contrôle politique et administratif des Amicales de la Seine;*

Décide, en particulier, que le nouveau local, rue Meslay, loué pour les Amicales par le secrétaire et le trésorier de la Fédération. reste un local fédéral, *à la disposition exclusive des Amicales de la Seine et des services fédéraux;*

Déclare qu'une liaison étroite *doit exister dans chaque arrondissement ou localité entre la section du Parti et les Amicales d'entreprise, par l'intermédiaire de l'agent de coordination et au sein de l'Union locale des Amicales qui doit être créée partout où elle ne l'est pas encore;*

Décide que, désormais, le budget des Amicales de la Seine est un budget annexe de la Fédération, dépendant directement du trésorier fédéral et soumis au contrôle de la Commission de contrôle fédérale;

Confirme que les Amicales socialistes d'entreprise, comme il en est fait mention sur les cartes de leurs adhérents, acceptent les principes sur lesquels est fondé le Parti, à savoir: « Organisation politique et économique du prolétariat en Parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange » et qu'en conséquence elles ne doivent pas être à la disposition des gouvernements, fussent-ils de Front populaire, ou de ministres, fussent-ils socialistes, mais exclusivement à la disposition du Parti socialiste, « Parti de lutte de classe et de révolution ».

Et maintenant ?

SI NOUS LE VOULONS, le mouvement imprimé dès le départ emportera tout...

C'EST PAR L'ACTION que nous pouvons et devons rallier les incertains, forcer les indécis, retenir les transfuges.

Cette volonté d'action existe dans la majorité du corps électoral, il dépend de nous qu'elle se communique sans transitions à la majorité de la Chambre élue.

Tout dépend du départ.

Tout serait compromis si nous laissions tomber la température et s'interrompre le courant.

ON NE RECHAUFFE PAS A SON GRE L'ENTHOUSIASME TIEDI, ON NE RANIME PAS LA CONFIANCE INTERROMPUE.

Léon BLUM.

(Entre les deux tours de scrutin de mai 1936.)